

La Haute École Galilée
Institut des Hautes Études des Communications Sociales

Le regard des médias sur l'Amérique latine

La représentation du Venezuela par les journalistes de l'Agence France-Presse

Travail présenté dans le cadre du mémoire de fin d'études pour
l'obtention du titre de Master en Presse et Information spécialisées

par Flora Fosset

(Bruxelles, juillet 2016)

Je remercie le professeur Jorge Magasich, qui m'a accompagnée dans la rédaction de ce travail et qui est toujours prêt à me rencontrer pour converser. Je souhaite aussi remercier Etienne Miessen, responsable administratif à l'AFP, sans qui mon analyse n'aurait pas été possible, Annie Richard, pour sa relecture attentionnée et Pau Valiente, qui m'a apporté une aide précieuse pendant toute l'écriture du mémoire.

Sommaire

Introduction

État des lieux

Qu'est-ce qui fait l'actualité ?

L'intérêt de l'observation du Venezuela

Les dynamiques en jeu dans l'angle de traitement journalistique

Démarche

Étude en surface : analyse de contenu

Étude en profondeur : analyse de discours

Présentation du corpus

Analyses

Le référendum révocatoire contre Hugo Chávez, août 2004

Les manifestations étudiantes, février 2014

Les élections législatives, décembre 2015

Bilan

Conclusion

Introduction

Celui qui connaît un tant soit peu l'Amérique latine, y a vécu, voyagé ou s'est intéressé aux mouvements politiques et sociaux qui s'y déroulent, a déjà été étonné à la lecture de certains articles de presse concernant la région. Portraits noirs de dirigeants progressistes, situations complexes réduites à des problèmes de violence ou de corruption, gouvernements démocratiques présentés comme autoritaires, parfois même pratiques de désinformation... Certains médias dépeignent une réalité inconnue à celui qui a déjà flâné dans les rues de La Paz, Quito ou Caracas. Jon Jeter, chef du bureau Amérique du Sud du *Washington Post*, s'exclamait d'ailleurs en arrivant au Venezuela en 2004 : « Mais je ne comprends pas ! Ce n'est pas une dictature ! » (Cité par Thierry Deronne, 2004, 23 mars).

Ces traitements journalistiques surprenants concernent généralement des pays dirigés par des pouvoirs progressistes de gauche. Le consommateur d'information se confronte à des articles ou des reportages télévisés polarisés à l'extrême, qui présentent les dirigeants desdits pays comme dangereux pour la démocratie, en omettant souvent les avancées sociales et économiques qu'ils ont apportées à leurs nations respectives. On citera par exemple un article de *Bloomberg*, le groupe américain d'information financière, qui prédit au lendemain de l'élection de Rafael Correa qu'il ne tiendra pas longtemps à la présidence de l'Équateur (Geri Smith, 2006, 29 novembre). En 2012, le quotidien américain *The Washington Post* titrait un article « Les gouvernements autoritaires légalement élus en Amérique latine »¹, condamnant des dirigeants latino socialistes. Récemment, une journaliste de *L'OBS* qualifiait la politique de Nicolás Maduro comme « un autoritarisme digne d'Hugo Chávez » (Maïté Hellio, 2016, 17 mai). Les exemples sont nombreux dans la presse et apparaissent régulièrement dans les pages de journaux réputés, sans susciter le moindre commentaire.

En addition à ces traitements journalistiques teintés de jugements peu flatteurs, nos observations personnelles, appuyées par des recherches scientifiques telle que celle de Domitille Piron (2015) nous permettent de partir du constat que le territoire latino-américain est, de manière générale, peu traité dans les médias occidentaux.

¹ Juan Forero, 22 juillet, trad. libre.

L'Amérique latine n'est pas "importante", trop éloignée, trop différente, elle ne remplit pas les critères, elle n'est ni une source d'informations, ni un sujet d'actualités [...] Les chaînes de télévisions françaises, emboitent le pas des agences de presse internationales et c'est tout le spectre médiatique qui oublie ce sous-continent, souvent occulté par la sur-présence des États-Unis sur la scène médiatique et internationale. (Piron, 2015, p. 10).

Nous soulignerons l'exception des médias espagnols, qui traitent amplement des sujets concernant Nicolás Maduro, et le présentent si mal qu'il est aujourd'hui l'un des hommes les plus détestés d'Espagne (Hernández-Mora, 2015, 6 mars).

Des documentaires tels que celui de Pierre Carles « Les ânes ont soif » et celui Sarah Fautré et Dominique Berger « Médias contre tambours » laissent entendre que les médias occidentaux tendent à montrer un désintérêt profond pour tout ce qui concerne cette région du monde. Le lecteur lambda manquerait d'informations d'intérêt général, passées sous silence médiatique. L'Équateur, sous la présidence de Rafael Correa, a réussi à s'acquitter de sa dette auprès du FMI. Cuba a un taux d'alphabétisation plus élevé que la Belgique. La Bolivie d'Evo Morales a fait chuter la grande pauvreté et permis aux indigènes d'avoir des droits égaux aux autres citoyens du pays. Ces exemples de réformes sociales et économiques, qui ont permis une amélioration de vie considérable de toute une couche de la population, ont eu une retombée médiatique minime en Europe.

L'intérêt de notre étude porte sur les tenants et aboutissants de la couverture journalistique européenne de l'Amérique latine, et sur les retombées qu'elle a dans l'imaginaire collectif occidental. Il s'agira d'observer le travail des journalistes et d'amener des hypothèses suite à l'analyse de leurs productions. Nous avons décidé d'étudier le traitement journalistique du Venezuela par l'Agence France-Presse. Le Venezuela, pays très controversé dans les médias généralistes, est un terrain d'étude intéressant pour nos observations. L'AFP, en tant que l'une des trois plus grandes agences de presse au monde, a une résonance considérable et ses informations sont reprises par la majorité des grands médias francophones.

La taille limitée de ce travail nous impose de mettre des restrictions à l'analyse. Nous examinerons trois événements spécifiques, choisis en fonction de leur pertinence pour

l'étude. Nous nous baserons sur la méthode de Laurence Bardin (2013) pour examiner les dépêches. Nous ferons d'abord une analyse de contenu de manière quantitative, à savoir le nombre de dépêches émises, les silences et les pics de couverture. Les résultats nous permettront d'observer objectivement l'intérêt de l'Agence française pour le pays latino. Ensuite, nous réaliserons une analyse de discours de manière qualitative, qui nous permettra d'observer les erreurs journalistiques ou les fautes déontologiques graves. Aidée par les analyses de terrain de journalistes européens, les blogs d'information *Venezuela.info* de Thierry Deronne² et *Mémoire des luttés*, de spécialistes de l'Amérique latine, nous tenterons de séparer le vrai du faux, le militantisme de l'information pure et les jugements trompeurs des analyses basées sur des faits réels. Nous précisons que notre objectif n'est pas de trouver la « vérité » sur les événements analysés, ni de faire une instruction à charge des médias occidentaux. Notre intérêt se porte exclusivement sur la raison pour laquelle le Venezuela est traité médiocrement dans les médias, et plus précisément sur l'influence des représentations des journalistes sur leurs choix de couverture.

Lorsque nous parlons de l'Amérique latine, nous nous référons à toute la région du continent américain qui se trouve au sud des États-Unis, comprenant l'Amérique du Sud, l'Amérique Centrale et les Caraïbes.

Dans un souci écologique, les 120 pages de dépêches analysées ne seront disponibles qu'en format électronique. L'auteure les tiendra à la disposition de toute personne intéressée. Pour une question de lisibilité, les annexes et les dépêches citées dans le texte seront abrégées par les lettres A et D, associées à leur numéro. Lorsqu'une phrase fera référence à plus de trois dépêches, les suivantes seront proposées en note de bas de page pour ne pas alourdir la lecture. Les graphiques présents dans le travail ont été réalisés par l'auteure.

² Journaliste belge vivant au Venezuela, licencié en Communications Sociales (IHECS, Bruxelles), vice-président de la télévision publique Vive TV à Caracas. Il détient le blog d'information favorable au chavisme *Venezuela.info*.

1. État des lieux

1.1. Qu'est-ce qui fait l'actualité ?

Pour commencer, il est nécessaire de faire le point sur les logiques journalistiques à l'œuvre dans le traitement d'une actualité. Nous nous baserons pour cela sur les travaux de Jean-Pierre Esquenazi³ (2002) et de Charles Moumouni⁴ (2003). Esquenazi explique que :

[...] l'actualité est notre monde commun tel qu'il est proclamé par les médias; mais ceux-ci ne se contentent pas de sélectionner dans l'expérience ce qui leur paraît devoir être placé sous le regard de la communauté. Chacun d'entre eux exprime les valeurs d'un style de vie et manifeste les rapports entre classes de la façon dont ils lui apparaissent. (2002, p. 6).

Moumouni confirme cette hypothèse à travers une étude de la représentation de l'Afrique dans les médias occidentaux par le modèle de l'*agenda-setting*. Il y constate que l'image du continent africain projetée par nos médias est réduite à celle d'une région dangereuse et sauvage, au quotidien rythmé par les guerres ethniques et les coups d'État. « Une conséquence de ce genre de portraits est l'établissement de répertoires de connaissances, de symboles et de structures prédéfinies qui contribuent à l'élaboration d'une représentation stéréotypée de la réalité africaine. » (2003, p. 153).

À cette logique de tri sélectif de l'information par les médias, il faut ajouter la dynamique de l'intérêt du public. Comme le précise Patrick Charaudeau⁵, cet intérêt n'est pas forcément réel, il est construit par les médias-mêmes. « Les choix [de couverture] dépendent de la façon dont les médias se représentent ce qui est susceptible d'intéresser ou d'émouvoir le public » (2005, p. 111). La « loi du mort au kilomètre », enseignée dans toutes les écoles de journalisme, est le résultat de cette perception. Pour qu'un événement « touche » les lecteurs, il doit être proche d'eux géographiquement, socialement et affectivement. S'il ne regroupe aucune de ces proximités, il y a peu de chances qu'il soit traité par un journaliste.

³ Professeur d'université français, il a réalisé plusieurs recherches sur les médias et sur les systèmes d'information et de communication des organisations.

⁴ Professeur à l'université Laval au Québec.

⁵ Chercheur spécialiste en analyse de discours, il a analysé le discours des médias dans plusieurs ouvrages scientifiques.

Nous partirons donc de l'allégation que les médias construisent une image subjective du monde en fonction de leurs choix et leurs cadrages de l'actualité. Ils transmettent ensuite cette image aux consommateurs d'information, qui, en conséquence, entre dans l'inconscient collectif de la population.

1.2. L'intérêt de l'observation du Venezuela

Depuis l'arrivée de Hugo Chávez à la présidence du Venezuela en 1999, les médias du pays ont subi une polarisation extrême et traitent depuis lors l'information de manière à soutenir leur « camp », à savoir l'opposition, composée des élites et des couches aisées de la société, ou le gouvernement et la révolution bolivarienne⁶. Dans le passé, ce soutien a été jusqu'à la participation des médias privés à la mise en place d'un coup d'État contre le président vénézuélien. Le 11 avril 2002, pendant qu'un mouvement putschiste avait lieu au palais présidentiel de Miraflores, à Caracas, les télévisions privées diffusaient des dessins-animés et des émissions de variété. Pendant deux jours, Hugo Chávez fut remplacé par le riche entrepreneur Pedro Carmona à la tête du pays. Depuis cet événement, les deux « pôles médiatiques » se déclarent une guerre communicationnelle constante, le gouvernement accusant régulièrement les médias privés de le déstabiliser et d'être supportés économiquement par les États-Unis. En tant qu'observateur extérieur au pays, il est dès lors difficile de séparer l'information véritable des campagnes de communication des deux pôles politiques.

Bien que les médias vénézuéliens ne fassent pas partie de notre corpus de recherche, il est intéressant de soulever cette polarisation extrême, car elle se retrouve aussi dans les médias internationaux. Au grand dam des partisans chavistes, les médias généralistes – la télévision en première place – tendent à prendre le parti de l'opposition lorsqu'ils couvrent l'actualité vénézuélienne. On prendra pour exemple la faute consternante de l'AFP lorsqu'elle avait couvert une rencontre entre Hugo Chávez et Mahmoud Ahmadinejad à Caracas, en janvier 2012 (facilement consultable sur Youtube⁷). L'agence de presse française avait sélectionné un passage du discours de Chávez qui laissait supposer qu'il allait attaquer Washington avec son homologue iranien. Le président vénézuélien faisait en fait

⁶ Le bolivariisme est un courant de pensée politique qui se fonde sur les idées de Simon Bolivar. Il favorise la participation des couches les plus pauvres de la population à la société, mettant en avant la justice sociale et l'égalité des droits.

⁷ <https://www.youtube.com/watch?v=5pLXgAN9Q7o>

de l'ironie sur ce que les « médias impérialistes » allaient raconter suite à la rencontre des deux chefs d'État. L'erreur est si grande qu'on peut concevoir que l'AFP ait diffusé sciemment cette bévue, afin de provoquer un effet dans l'opinion publique. Dans cette optique de désinformation intentionnelle, Michel Collon⁸ estime que les médias européens aident à asseoir les politiques en place sur leur continent.

Un rôle caractéristique des média-partisans tend à rendre impossible l'établissement d'une autre politique que celle qui est mise en œuvre par les gouvernements actuels, eux-mêmes soumis aux puissants lobbies, multinationales et autres marchés financiers. Toute autre politique, même des plus timides en termes économiques, est reléguée au rang d'*utopiste* et d'*irresponsable*. (2014, 16 décembre).

Jean-Paul Marthoz, lui aussi, atteste de la pérennisation d'une pensée unique dans les médias :

De Belo Horizonte à Caracas, de Mumbai à Bamako [...] l'accusation tombe comme un couperet : les grands médias accompagnent la globalisation, exportant des idées économiques et politiques forgées dans les *think tanks* de l'Amérique, de l'"État moderne, État modeste", de l'individualisme et de la privatisation, affaiblissant la souveraineté des États nations et le concept même de l'État, créant une "nouvelle classe" globale des gagnants et des gestionnaires du nouveau système mondial. (2006, p. 23).

1.3. Les dynamiques en jeu dans l'angle de traitement journalistique

On peut partir du constat que les choix de couverture des journalistes sont aujourd'hui dictés par des intérêts économiques. Bernard Kapp⁹ évoque la concurrence, la concentration capitaliste et la priorité aux résultats économiques comme les causes principales du mauvais traitement de l'information internationale.

Résultat : les journalistes sont priés de traiter avec révérence les institutions et les entreprises, de donner la priorité au local et à l'anecdotique, de faire court pour ne pas lasser et d'oublier "ce qui n'intéresse personne", à commencer par les mauvaises nouvelles venues du bout du monde. C'est ainsi que des événements d'une

⁸ Journaliste belge proche du chavisme, rédacteur en chef du blog d'information *Investig'Action*.

⁹ Journaliste français et ancien rédacteur en chef du *Courrier International*.

extrême gravité sont souvent traités avec négligence, voire carrément oubliés, par les médias occidentaux. (Marthoz, 2006, p. 6).

Cette dynamique indique que les choix de couverture des journalistes seraient déterminés par leur environnement professionnel, à savoir les lois du marché et du rendement économique. La rapidité et la conformité des groupes de presse entraînerait une homogénéisation et une simplification à outrance de l'information. Les sujets originaux, les formats spéciaux et les points de vue alternatifs seraient passés à la trappe au profit d'une information *fast-food* qui, comme le dit Anne-Marie Impe, journaliste et professeure à l'IHECS, « vous bourre sans vous nourrir, qui apparaît à la vitesse de l'éclair sur les écrans radars et en disparaît aussi vite, déjà remplacée par une autre ».

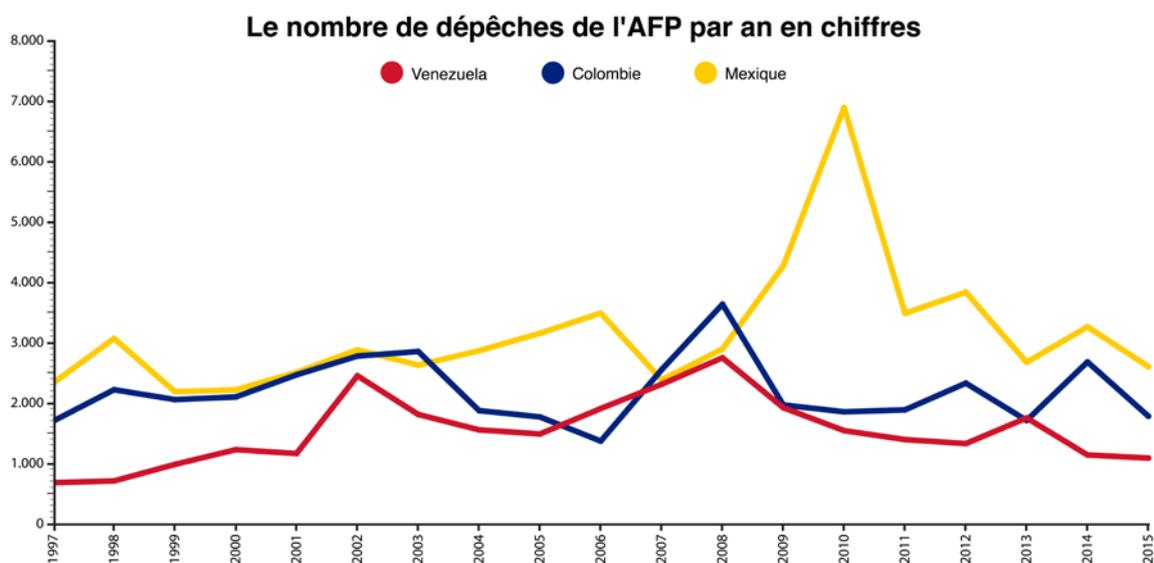
Nous avons développé les forces externes au journaliste qui sont à l'œuvre dans son cadrage de l'actualité. Mais des dynamiques internes, propres à chaque journaliste, entrent aussi en jeu dans sa manière de traiter l'information. On s'approche ici de concepts plus complexes à observer, telles que les opinions politiques, les motivations et l'identification de classe.

En tenant en compte de ces influences sur le travail du journaliste, nous avons énoncé une hypothèse à laquelle nous tenterons de répondre en s'appuyant sur nos analyses. Le postulat est le suivant : la couverture de l'actualité vénézuélienne par les journalistes occidentaux relèverait plus d'une position politique que de l'analyse des faits. Nous nous sommes concentrée sur la lecture du fil d'actualité de l'AFP car, comme le dit Jean-Paul Marthoz, « L'actualité internationale est le terrain de prédilection des agences de presse. Elles collectent l'information, la trient, la traitent et la façonnent afin de servir l'ensemble des médias ou des institutions qui sont abonnés à leurs services. » (2012, p. 51) À travers leurs dépêches, les agences offrent une vision particulière du monde. L'observation du fil d'information du Venezuela mettra en lumière l'importance de ce dernier dans le paysage médiatique international, ainsi que les angles et points de vue proposés par l'Agence française.

2. Démarche de travail

2.1. Étude en surface : analyse de contenu

Une analyse quantitative du nombre de dépêches contenant le mot-clé « Venezuela » sur le fil de l'AFP depuis 1997 jusqu'à 2015 nous a permis d'établir objectivement les pics d'intérêt et les silences médiatiques relatifs au pays latino. Nous avons également observé la couverture de deux autres pays d'Amérique latine pendant les mêmes années, à savoir la Colombie et le Mexique. En comparant les fréquences, nous avons vérifié si les trois États recevaient, proportionnellement, le même intérêt médiatique. La Colombie, pays voisin géographiquement et culturellement du Venezuela, approximativement de la même taille et de la même densité de population¹⁰, était censée montrer des chiffres similaires à ceux du pays chaviste. Le Mexique, plus grand en taille et recevant plus d'intérêt médiatique du fait de sa frontière avec les États-Unis, pouvait montrer une fréquence relative plus élevée.



Le graphique réalisé avec les résultats (voir annexe 5) montre plusieurs tendances intéressantes que nous allons développer ici. Observons d'abord les pics d'augmentation du nombre de dépêches par an. En 1997, la fréquence des communications de l'AFP contenant le mot-clé « Venezuela » est trois fois moins importante que celle des deux autres pays. Elle augmente légèrement à partir de 1999, année de l'arrivée au pouvoir de Hugo

¹⁰ 30,41 millions d'habitants au Venezuela pour 48,32 millions en Colombie.

Chávez et de la proclamation de la Constitution de la République bolivarienne¹¹. On observe un pic important en 2002, lors du coup d'État contre le président Hugo Chávez. Après 2013 et la mort de M. Chávez, la fréquence pour le Venezuela diminue sensiblement.

En faisant des moyennes de fréquences par cinq ans, on constate que la couverture du Mexique et de la Colombie est beaucoup plus régulière que celle du Venezuela. Entre 1997 et 2002, moins de 1500 dépêches concernant le Venezuela sont écrites par an. C'est presque la moitié des chiffres par rapport au Mexique (environ 3000) et à la Colombie (environ 2600). Entre 2002 et 2007, le nombre de dépêches par an concernant le Venezuela est de 2300. Il a presque doublé par rapport à la moyenne de 1997 à 2002. En dix ans, le nombre de dépêches concernant le Venezuela a triplé, alors qu'il est resté régulier pour les deux autres pays.

Bien qu'elle ne donne aucune information concernant les événements traités (cela pourrait être de l'actualité sportive, des informations sur les cours du pétrole ou des faits divers) cette analyse montre une tendance particulière. Tout d'abord, le Venezuela est beaucoup moins couvert que les deux autres pays analysés. Ensuite, avant l'arrivée de Hugo Chávez au pouvoir, le pays vivait un quasi silence médiatique, alors que les deux autres États observent une fréquence relativement régulière dès la première année étudiée jusqu'à aujourd'hui (sauf en 2009 et 2010 pour le Mexique, où le nombre de dépêches augmentent excessivement¹²).

2.2. Étude en profondeur : analyse de discours

Sans offrir une vision complète du discours de l'AFP sur le Venezuela, les trois événements examinés permettront d'observer d'éventuelles tendances récurrentes concernant le traitement journalistique du pays. Ces événements ont été choisis pour la répercussion qu'ils ont eue dans les médias généralistes occidentaux. Pour chacun des cas, nous avons été confrontée à la lecture d'articles de désinformation ou de parti pris extrême. Il sera

¹¹ Écrite entre autres par M. Chávez, cette constitution, toujours en place actuellement, a été approuvée par un référendum populaire en décembre 1999.

¹² L'augmentation de la couverture à cette période est probablement due à la crise de grippe H1N1, la crise économique mexicaine et la coupe du monde de football où le pays est arrivé en huitièmes de finales.

donc intéressant de voir si l'agence de presse française, elle aussi, a pris position dans la couverture de ceux-ci.

D'abord, nous analyserons la couverture du référendum révocatoire du président Hugo Chávez en 2004. Ensuite, nous nous pencherons sur les manifestations étudiantes qui ont entraîné la mort de 43 personnes en février 2014, sous la présidence de Nicolás Maduro. Pour finir, nous étudierons le traitement des élections législatives de décembre 2015 et l'entrée de l'opposition à l'Assemblée nationale. Pour chaque événement, nous proposerons au lecteur un rappel des faits et un article d'un journaliste occidental qui a couvert l'événement. À travers l'analyse du fil de l'AFP, nous nous concentrerons sur les éléments qui permettraient de découvrir une opinion personnelle, une représentation, une position argumentative ou des intérêts privés récurrents de la part des journalistes de l'Agence.

2.3. Présentation du corpus

Pour chaque événement, ne seront prises en compte que les dépêches concernant des sujets politiques et sociaux. Les communications économiques concernant le cours du pétrole, l'actualité sportive et les faits divers ne seront pas repris dans le corpus, n'ayant pas d'intérêt pour l'analyse discursive. Chaque événement sera couvert sur une période limitée, suffisamment longue pour offrir une vision générale du traitement journalistique. Le nombre de dépêches analysées sera invariablement précisé.

Nous nous sommes basée sur la méthode de Laurence Bardin (2013) pour construire une grille d'analyse, dans laquelle nous nous sommes concentrée sur le lexique et la sémantique du texte. L'utilisation d'un code couleur nous a permis de mettre en avant les différents champs lexicaux. Après une première lecture des textes, nous avons observé les adjectifs associés aux personnes citées, la syntaxe¹³ et les mots porteurs d'une connotation négative ou positive. Différents graphiques ont été réalisés pour faciliter l'analyse des résultats et la comparaison entre ces derniers.

Au-delà de l'analyse sémantique et lexicale, nous avons dénombré les différents intervenants et la manière dont ils sont présentés par le journaliste (les qualificatifs qui leurs sont

¹³ L'utilisation de la voix active ou passive, dans un titre par exemple, peut augmenter ou diminuer l'importance d'un fait.

joint). Nous les avons classés selon leur positionnement politique (sympathisant ou opposant au pouvoir chaviste) ainsi que selon leur rôle (acteur de la scène politique, expert ou citoyen). Cette grille nous a permis d'observer si les différents points de vue sont proposés dans les dépêches et s'il y a un déséquilibre de représentation entre les deux parties. Nous précisons que les mêmes interventions reprises dans différentes dépêches ne seront comptabilisées qu'une fois.

Nous avons également regroupé dans un tableau les types de dépêches rédigées¹⁴ afin d'observer si l'information est traitée de manière variée et si elle propose plus que de la simple restitution de faits.

¹⁴ Papier général, papier d'angle, reportage, encadré, analyse, weekender, portrait, chronologie, fiche technique, lever de rideau, question/réponse et type non précisé.

3. Analyses

3.1. Le référendum révocatoire contre Hugo Chávez en août 2004

Rappel des faits

La constitution bolivarienne mise en place par Hugo Chávez en 1999 comprend un dispositif qui permet aux citoyens vénézuéliens de destituer toute personne élue une fois la moitié de son mandat effectué. Pour qu'un référendum révocatoire soit mis en place, au moins 20 % des électeurs doivent en faire la demande. En avril 2004, les partis de l'opposition, associés sous le nom de Coordination Démocratique (CD), déclarent avoir regroupé suffisamment de signatures pour mettre en place ce dispositif contre le chef de l'État. Après des accusations de signatures frauduleuses par les sympathisants chavistes, les scrutins sont confirmés par le Conseil National Électoral (CNE) en juin et le référendum est programmé pour le 15 août. Les élections seront gagnées par Hugo Chávez avec 58 % des voix. L'ex-président américain Jimmy Carter, invité à observer le décompte des votes, confirmera immédiatement l'authenticité des résultats et saluera le déroulement démocratique des élections.

À la lumière de certains journaux occidentaux, tel que le *Wall Street Journal*, on pourrait croire que la victoire du gouvernement a été une terrible fraude et que l'opposition a « encore une fois » été opprimée alors qu'elle tentait de « défendre la démocratie ». Nous citerons le travail de la journaliste Mary Anastasia O'Grady, membre du comité éditorial du quotidien économique américain, dont toutes les analyses de l'événement observées sont biaisées et injustes envers Hugo Chávez. Dans l'article « Le cœur infidèle de Chávez » (2004, 6 août, trad. libre), elle affirme qu'il « ne fallait pas douter que M. Chávez mettrait tout en place pour rester au pouvoir » (trad. libre) et crie à la fraude électorale. Le lectorat du *Wall Street Journal* représente près de trois millions de lecteurs. Malgré le manque de déontologie évident des articles de Mme O'Grady, on n'observe aucune réaction des lecteurs sur le site web du quotidien.

Constatations

Le fil de l'AFP a été analysé entre le 2 juin 2004, date d'acceptation du référendum révocatoire par les deux parties, et le 16 août de la même année, au lendemain des résultats du vote. En tout, 83 dépêches concernant l'actualité politique et sociale vénézuélienne ont

été émises pendant cette période. Nous nous sommes particulièrement intéressée à la manière dont la demande de l'opposition a été présentée, le suivi des tendances pendant la campagne électorale et l'analyse des résultats par les journalistes de l'Agence.

De manière générale, sur le fond, on observe que la mise en contexte de la situation est presque inexistante. Les dépêches mettent en lumière l'actualité quotidienne, à savoir l'évolution des chiffres, les manifestations populaires et les déclarations publiques, mais jamais ne traitent l'information en profondeur. On peut compenser cette observation en acceptant que le rôle des agences de presse soit avant tout de transmettre l'information de manière factuelle et rapide. Le fil d'actualité propose des papiers d'analyse et des reportages, mais ces derniers laissent plusieurs questions en suspens. Pourquoi l'opposition demande-t-elle un référendum ? Qui exactement sont ceux qui appuient cette demande ? Qui remplacerait Hugo Chávez au pouvoir s'il était évincé ? Il nous semble essentiel de répondre à ces interrogations pour effectuer un traitement journalistique complet.

Concernant la forme, les mots utilisés tendent à être plus souvent négatifs lorsqu'ils sont associés aux sympathisants chavistes, et positifs lorsqu'ils se rapportent à l'opposition. Citons quelques exemples soulignés dans la première annexe. Dans une vingtaine de dépêches, le référendum est présenté comme un mécanisme permettant de « chasser Chávez du pouvoir » (A1 : D4, 6, 10¹⁵), une formulation à connotation péjorative. Les dépenses publiques effectuées par le gouvernement pour investir dans l'éducation et la santé sont, à plusieurs reprises, réduites à une simple tactique du président pour nourrir sa popularité auprès des couches les plus pauvres de la population (A1, D6, 49 et 62). Hugo Chávez est associé une dizaine de fois à l'adjectif « populiste » (A1, D11, 12, 13¹⁶), il est souvent associé à la couleur rouge (« arborant une chemise rouge ») et à l'adjectif « charismatique » (A1 : D51, 57, 67, 78 et 83). Les membres de la Coalition Démocratique (qui regroupe plusieurs partis de l'opposition) sont, quant à eux, présentés comme allant « de l'extrême gauche à la droite » (A1 : D19, 35, 51 et 83), évinçant la présence de l'extrême droite. Beaucoup d'entre-eux sont associés au mouvement politique social-démocrate (A1 : D2, 11, 19¹⁷).

¹⁵ Comme nous l'avons précisé dans l'introduction, la lettre A correspond à l'annexe et la lettre D à la dépêche. La formulation « chasser Chávez du pouvoir » se retrouve aussi D11, 15, 18, 20, 21, 24, 25, 31, 46, 55, 57, 58, 59, 60, 63 et 64.

¹⁶ D17, 21, 27, 44, 46, 51, 73 et 74.

¹⁷ D20, 58, 77 et 80.

Le gouvernement vénézuélien est appelé à plusieurs reprises un « régime » (A1 : D13, 59 et 83).

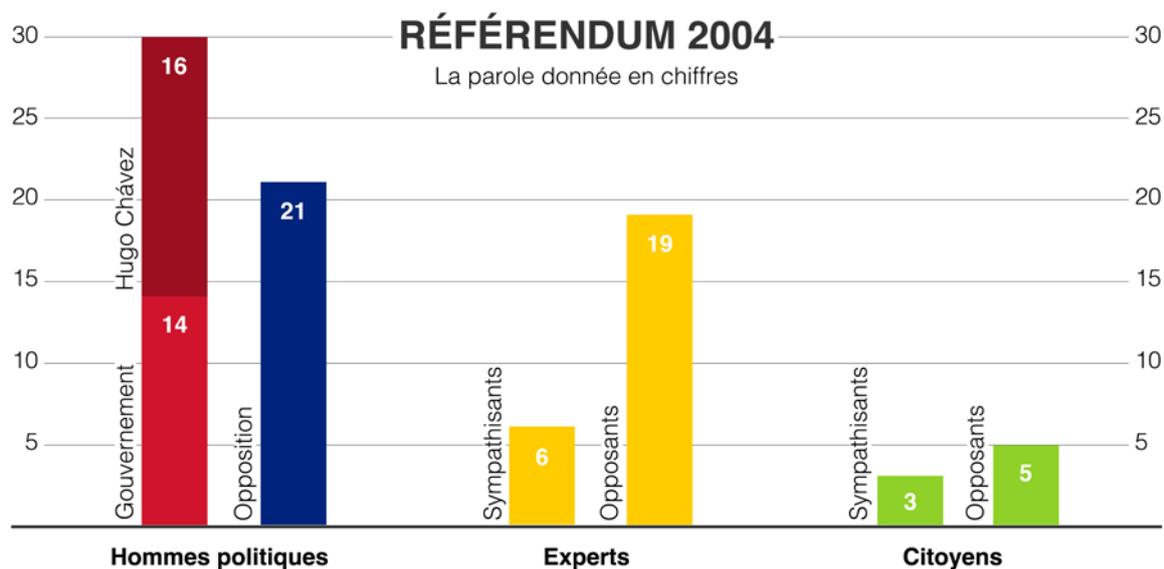
S'il est vrai que l'expression "régime politique" fait référence à la manière dont le pouvoir est organisé et exercé au sein d'une entité politique donnée, ce mot a une connotation fortement péjorative dans l'inconscient collectif culturel occidental. [...] Ce glissement sémantique (technique consistant à remplacer une expression par une autre afin de la charger d'un contenu émotionnel et de lui donner un autre sens) stimule un levier de rejet à cause d'une association culturelle automatique avec des symboles du mal ou de valeurs détestées (communisme, autoritarisme, totalitarisme, dictature). (Reygada, 2011, 10 décembre).

L'utilisation des guillemets dans les déclarations a particulièrement attiré notre attention. On observe qu'elle est bien plus récurrente lorsque sont cités des partisans chavistes (ou Hugo Chávez lui-même) que lorsque sont repris les dires de représentants de l'opposition. Mettre des mots entre guillemets leur fait perdre en crédibilité, les rendant d'une certaine manière invalides (Ramírez, 2007). On note par exemple que les appellations « chaviste » et « pro-chaviste » sont mises entre guillemets sept fois plus que le mot « anti-chaviste ». Aussi, les déclarations des représentants du gouvernement sont facilement présentées de manière indirecte, alors que le discours direct est préféré pour reprendre les dires de l'opposition. Dans son étude de la couverture du Venezuela par les journaux flamands *De Morgen* et *De Standaard*, Claudio Ramírez observe une réalité similaire.

Dans *De Morgen*, seuls des mots ou des morceaux de phrases du discours du gouvernement sont représentés entre guillemets, alors que le discours direct de l'opposition est présenté dans des phrases complètes. Dans *De Standaard*, on distingue le même phénomène [...] Une explication pourrait être que les deux journaux voient les opposants vénézuéliens comme des personnes d'autorité. Cette hypothèse est probable quand on prend en compte le déséquilibre dans chaque journal en faveur de l'opposition. (2007, p. 36, trad. libre).

Intéressons-nous maintenant à la parole donnée aux intervenants. On peut voir sur le graphique que les déclarations sont relativement équilibrées entre les deux parties, bien que l'avantage aille aux représentants de l'opposition (voir les chiffres annexe 4). La plupart des dépêches offrent les deux points de vue lorsqu'elles citent des intervenants. Par

exemple, les interventions de Jésus Torrealba, le porte-parole de l'opposition, sont toujours balancées par les arguments de Samuel Moncada, son pendant gouvernemental. Des analyses d'experts extérieurs et neutres sont aussi proposées pour équilibrer le débat.



Néanmoins, nous avons souligné un problème de déontologie dans la présentation des intervenants : il arrive que le journaliste manque de transparence quant à leur engagement dans l'une des deux parties. C'est par exemple le cas de Luis Vicente León, interviewé à plusieurs reprises au fil des deux mois de dépêches analysées. Il est présenté comme « analyste », « politologue » ou « directeur de l'institut *Datanalisis* ». Les chiffres qu'il avance tout au long du traitement médiatique du référendum, sont repris comme étant de source avérée. Pourtant, il est prouvé que la firme *Datanalisis*, et M. León personnellement, ont supporté l'opposition et sa bataille médiatique contre Chávez dans le passé. L'ancien président de la firme, José Antonio Gil Yepes, avait déclaré un an plus tôt au *L.A. Times* qu'il fallait « tuer Chávez » (Delacour, 2004, 31 juillet). « La réputation de Gil Yepes étant remise en question, le nouveau directeur, Luis Vicente León, devait restaurer la neutralité mythique de la compagnie. Peu importe s'il avait aussi fait des déclarations anti-Chávez flagrantes à la presse bien avant Gil Yepes. » (Delacour, 2004). En effet, les chiffres avancés par *Datanalisis* et repris par l'AFP semblent être loin des réalités : en mai ils annoncent que « 57,4 % des Vénézuéliens prévoient de voter pour une révocation du mandat de M. Chávez », (A1 : D29) alors qu'aucun autre sondage n'a présenté une seule fois l'opposition comme majoritaire pendant la campagne électorale.

3.2. Les manifestations étudiantes de février 2014

Rappel des faits

Le 4 février 2014 à San Cristobal, dans l'État de Tachira, un groupe d'étudiants entame une manifestation pour protester contre l'insécurité suite à une tentative de viol d'une étudiante sur le campus de leur université. Rapidement, le mouvement s'étend à d'autres régions du pays et s'ajoutent à la protestation originale de nouvelles revendications, telles que le taux d'inflation élevé et les pénuries de produits de base. Les rangs des manifestants étudiants se gonflent d'opposants au gouvernement de Nicolás Maduro et tous descendent dans les rues pour protester contre le président. Des partis politiques radicaux, dont Volonté Populaire, représenté par Leopoldo López, se font les porte-voix des protestataires et prônent l'occupation des rues pour renverser le pouvoir en place. Des groupes extrêmement violents, issus de milieux proches de la délinquance, détruisent des bâtiments publics et se battent contre les forces de l'ordre¹⁸, sous l'étendard des partis de l'opposition radicale. Deux semaines après les premiers événements, la situation s'est transformée en une suite de manifestations pro et anti-gouvernementales, rythmées par la mort de dizaines de civils et l'emprisonnement de fauteurs de trouble. Au total, 43 personnes, dont des policiers, décéderont à cette occasion.

On se rappelle encore des gros titres de journaux concernant les pénuries de papier toilette et les violations des Droits de l'Homme pendant toute la durée de ce mois de février¹⁹.

Depuis maintenant plus d'un mois, et alors que l'immense majorité du pays vit sereinement, neuf districts municipaux sur les 335 que compte le Venezuela sont en proie à de véritables scènes de guérilla urbaine. Comme par hasard, ces neuf *municipios* sont tous dirigés par des maires d'opposition, et sont généralement le lieu de résidence des classes aisées. Drôle de "révolution populaire" qui n'existe que par le truchement des entreprises de communication... (Romain Migus, 2014, 28 mars).

¹⁸ Les actions violentes orchestrées par l'opposition radicale sont connues sous le nom de « guarimbas »

¹⁹ L'OBS titrait un article « Le Venezuela manque de tout, et s'enflamme » (Pellet-Recht, S. 2014, 18 février) et une semaine plus tard, « VENEZUELA "Des jeunes ont été battus et torturés à l'électricité" » (Brunet E. 2014, 24 février).

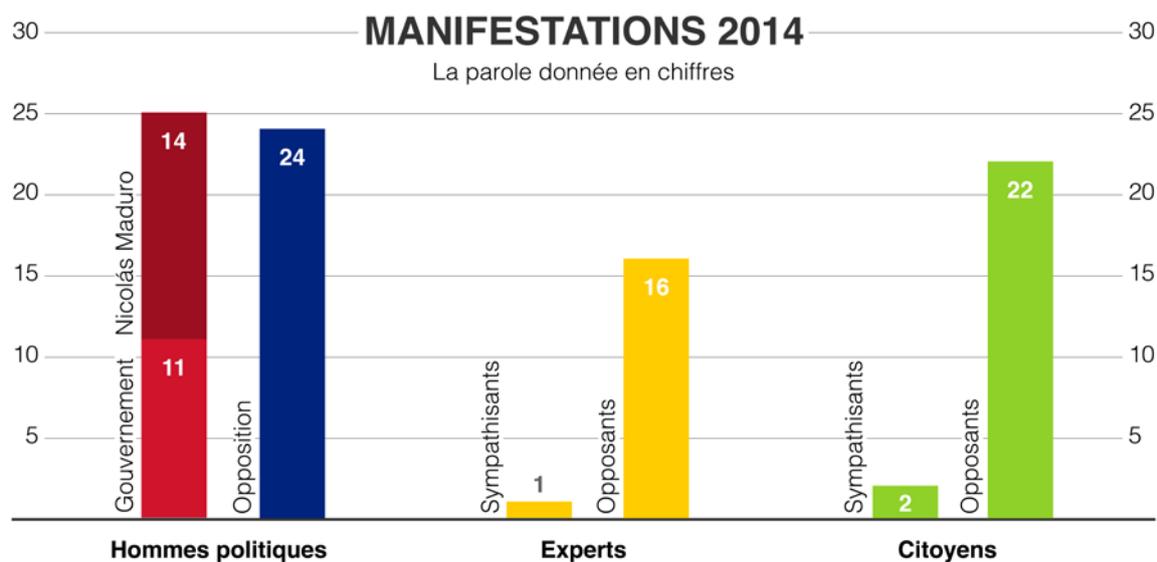
Constatations

L'analyse de la couverture de l'AFP concernant cet épisode a été faite pendant tout le mois de février 2014, soit dès les premières manifestations jusqu'à l'accalmie et l'emprisonnement de Leopoldo López. En tout, 46 dépêches concernant l'actualité politique et sociale vénézuélienne ont été émises pendant cette période. Nous nous sommes concentrée sur la caractérisation des manifestants (qui sont-ils ?) et l'explication de leurs motivations.

Comme pour le premier cas étudié, on observe une absence totale de mise en contexte de la situation, ce qui entrave lourdement à la compréhension de l'événement. Bien que l'information délivrée par les agences de presse ne soit normalement pas destinée au grand public, un approfondissement de la problématique nous paraît nécessaire pour dépeindre la situation correctement. Par exemple, le contexte et les motifs des étudiants qui ont lancé le mouvement de manifestation est très peu développé. Des phrases sensiblement similaires sont reprises inlassablement dans toutes les dépêches, sans donner de complément d'information : « Inflation, pénuries, insécurité: le pays pétrolier traverse une zone de turbulences que peine à contenir le successeur de Hugo Chávez », (A2, D1, 3, 4²⁰). Le problème des pénuries, si souvent souligné, n'est jamais détaillé. Comme le questionne Thierry Deronne, « Si la pénurie d'aliments est telle qu'on le dit, comment expliquer que les secteurs populaires ne participaient pas aux protestations, aux incendies et aux destructions ? » (2014, 22 février).

En n'offrant que de l'information factuelle, cette révolte sociale complexe est simplifiée à outrance et mène le lecteur à des conclusions trompeuses. Sur la quarantaine de dépêches qui couvrent l'actualité pendant le mois, il n'y a aucun papier d'analyse, un seul papier d'angle (qui prend le parti des manifestants de l'opposition) et un reportage (voir annexe 6). Les premières informations concernant l'événement arrivent le 12 février, alors que les événements ont commencé huit jours plus tôt. C'est encore une semaine plus tard, le 17 février, qu'on apprend l'origine et le motif premier du mouvement (A2, D17).

²⁰ D7, 8, 10, 11, 13, 17, 20, 21, 22, 23, 25, 33, 35, 43, 44 et 46.



Concernant les personnes interrogées (voir annexe 4), il y a un déséquilibre considérable entre les sympathisants de Nicolás Maduro et ses détracteurs. Presque 70 % des intervenants ont une position anti-Maduro affirmée. En observant le type d'intervenants choisis par les journalistes de l'AFP, on remarque un autre déséquilibre important. Les intervenants pro-Maduro sont tous des membres du gouvernement, alors que les intervenants de l'opposition sont beaucoup plus diversifiés : en plus des représentants politiques, on trouve des manifestants, des avocats, des politologues, des dirigeants d'entreprise, etc. Seules deux interventions sont celles de manifestants chavistes (A2, D36 et 37). Vingt fois plus de citoyens interviewés sont en faveur du renversement du président. Pourtant, il y a eu autant de mobilisations citoyennes en faveur du gouvernement qu'en sa défaveur pendant le mois observé.

À la lecture de ces 46 dépêches, l'image générale que le lecteur se fait de la situation est la suivante : exaspérés par la situation catastrophique de leur pays, tous les étudiants vénézuéliens décident de protester, ensuite rejoints par les citoyens, pour améliorer leurs conditions de vie. Nous avons noté deux informations particulièrement trompeuses à travers la couverture de cet événement.

Tout d'abord, le nombre de participants est implicitement surévalué, ce que seulement deux dépêches soulignent, après trois semaines d'informations quotidiennes sur le sujet : « Cette grogne a mobilisé un maximum de 50.000 personnes samedi à l'appel de l'opposant numéro un Henrique Capriles, alors que le pays compte officiellement 2,6 millions

d'étudiants. » (A2, D41 et 42). La majorité des dépêches ont tendance à présenter le nombre de manifestants de l'opposition de manière positive et dévaluer le nombre de manifestants chavistes. Nous avons récupéré deux extraits d'une dépêche de Marcelo Daniel Brusa qui illustrent cette observation.

Les étudiants vénézuéliens ont entamé vendredi un nouveau rassemblement de protestation à Caracas, visiblement décidés à engager un bras de fer contre le gouvernement de Nicolás Maduro. Environ 200 jeunes étaient rassemblés [...] Les autorités avaient déjà appelé jeudi à un rassemblement "antifasciste", mais il n'avait mobilisé qu'une poignée de militants dans la capitale. (A2, D10).

Autrement dit, « une poignée » de chavistes contre « 200 jeunes » « visiblement décidés » à protester contre le gouvernement.

Ensuite, la présence de participants de l'opposition et leur violence, si elle n'est pas occultée, est néanmoins amoindrie par rapport à la réponse des forces de l'ordre. « La police a dispersé à coups de gaz lacrymogènes et de canons à eau une centaine d'étudiants qui défilaient sur une avenue principale dans l'est de la capitale. » (A2, D4, 11, 15²¹). Seules quelques dépêches ajoutent le fait que des casseurs font partie de ces manifestants, qu'ils ont attaqué des bâtiments publics et fait preuve de violence envers les policiers (A2, D7 et 8).

En présentant les protestants uniquement comme des « étudiants », les journalistes de l'Agence commentent le fait que ce sont des gens souvent issus de la classe bourgeoise ou des classes moyennes aisées.

Ce qu'on dépeint comme "protestations pacifiques" a toutes les marques d'une rébellion anti-démocratique, ancrée dans des privilèges de classe et dans le racisme. Confinée à l'extrême aux zones riches et blanches de classe moyenne, ces manifestations ont rapidement tourné aux incendies et aux combats rituels avec la police, tandis que d'autres secteurs de l'opposition ont accepté de participer aux dialogues de paix. (Milne, 2014, 9 avril).

Il est indispensable de dédier une partie de l'analyse à la couverture de l'emprisonnement de Leopoldo López, le chef de file du parti Volonté Populaire, une des branches radicales

²¹ D23, 26, 29, 31, 40, 41, et 46.

de l'opposition au président Nicolás Maduro. Faisant partie de l'élite économique du pays, M. López est connu pour avoir participé au coup d'État contre Chávez en 2002. Dès le début du mois de février 2014, sous le mot d'ordre « La Sortie », il appelle au soulèvement de la population par la descente dans les rues pour faire tomber le gouvernement. Le 12 février, il dirige une protestation qui tourne au cauchemar à Caracas. Il est accusé par le gouvernement d'incendie criminel et d'incitation à la violence, les événements ayant coûté la vie à trois manifestants. Il se rend à la police le 18 février et est envoyé en prison. En septembre de la même année, il est condamné à près de 14 ans de prison.

Son emprisonnement a fait un tollé sur la scène médiatique internationale. Beaucoup de journalistes le présentent comme un « prisonnier politique », se déchaînent contre le gouvernement vénézuélien et crient à la violation des Droits de l'Homme. Nous souhaitons mettre en lumière un article écrit par la directrice du desk international de la RTBF, Maryse Jacob, qui résume bien la prise de position effarante de certaines rédactions. Le titre, déjà, en dit long sur le positionnement de la journaliste : « Venezuela : la championne de kitesurf, l'opposant devenu héros et le pâle successeur de Chávez ». Elle y peint le portrait de l'épouse de Leopoldo López, « jolie blonde de 37 ans » qui se bat pour la libération de son mari, « devenu un héros » depuis son arrestation. Le parti radical Volonté Populaire est présenté comme étant « de centre-gauche » et Mme Jacob cite deux fois des « dizaines d'opposants politiques qui croupissent en prison » (2015, 22 octobre). Cet article ne cite aucune source ni ne contrebalance le rôle controversé de M. López pendant les manifestations.

La présentation de Leopoldo López par les journalistes de l'AFP n'est pas aussi extrême, mais on décèle néanmoins une certaine sympathie pour sa personne. Son nom est systématiquement associé à des qualificatifs positifs. Il est présenté comme un homme dynamique « de 42 ans », « formé à Harvard », « le fer de lance de la mobilisation » (A2, D21, 22, 23²²). Son parti est généralement présenté comme étant « la branche radicale de l'opposition ». Une seule dépêche précise qu'il a baigné dans des accusations de corruption (A2, D21) et aucune ne parle de son rôle lors du coup d'État de 2002.

²² D28, 29, 31 et 46.

Lors de son arrestation, plusieurs dépêches font le portrait d'un héros :

C'est là qu'est finalement apparu le fugitif, juché sur une statue, drapeau vénézuélien en main, conspuant une justice "injuste" et "corrompue". "Mon emprisonnement infâme vaudra la peine" s'il permet au "Venezuela de se réveiller définitivement", a-t-il également lancé avant de monter dans un véhicule de police, aux cris de "Liberté ! Liberté !", scandé par ses partisans, qu'il a appelés au calme. (A2, D22).

Il est intéressant de se demander comment cet événement aurait été traité s'il s'était passé dans un pays occidental, comme le soulève Romain Migus²³ :

Comme dans n'importe quel pays démocratique, la justice recherche désormais le principal responsable de ces violences, Leopoldo López, pour le mettre en examen. Qu'aurait fait le pouvoir français si la manifestation Jour de Colère²⁴ (qui comme la manifestation de Leopoldo López n'avait de mot d'ordre commun que la chute d'un gouvernement élu) s'était soldé par trois assassinats et de nombreux blessés chez les forces de l'ordre ? Il y a fort à parier que ses organisateurs seraient aujourd'hui sous les verrous sans que cela n'émeuve personne ni qu'aucun parti politique, pas même le Front National, n'en vienne à les défendre. Mais s'il s'agit du Venezuela, les media y décèlent une persécution politique. (2014, 18 février).

Sans se hasarder à émettre de jugement sur M. López, nous pouvons avancer le fait que l'AFP a dessiné un portrait de lui très favorable et qu'elle a manqué de transparence quant à sa responsabilité dans les violences rapportées lors des manifestations.

3.3. Victoire de l'opposition aux élections législatives de décembre 2015

Rappel des faits

Le 6 décembre 2015 se déroulent les élections législatives au Venezuela. Les partis d'opposition, rassemblés sous la bannière de la Table pour l'Unité Démocratique (MUD), partent largement favoris selon les sondages, malgré leur absence de politique commune et de leader commun. La MUD obtient 112 sièges sur les 167 de l'Assemblée nationale. La coalition de droite s'assure ainsi une majorité qualifiée des 2/3, fixée à 111 sièges. C'est la première fois en seize ans que le parti chaviste perd les élections. Un mois plus

²³ Journaliste français qui vit à Caracas.

²⁴ Collectif français qui a manifesté en janvier 2014 pour la destitution du président François Hollande.

tard, le 5 janvier 2016, les nouveaux délégués entrent à l'Assemblée nationale avec une majorité qui leur permet, entre autre, de convoquer une Assemblée constituante et de destituer des magistrats du Tribunal Suprême de Justice.

Comme à l'habitude dans ces moments de tension entre les deux pôles politiques, on peut lire dans plusieurs médias occidentaux des papiers qui soutiennent ouvertement l'opposition. Nous avons pris pour exemple un article du *Washington Post*, grand quotidien américain qui se proclame de ligne éditoriale centriste. Classé dans la section « Les opinions du Post » et écrit par le Comité de Rédaction, l'article titré « Un tournant décisif pour le Venezuela » (trad. libre) dépeint un pays en crise qui ne pourra être sauvé que par la victoire de l'opposition.

Ce dimanche, une élection CRUCIALE [en majuscule dans l'article] déterminera si le Venezuela peut trouver un chemin démocratique pour sortir de l'une des pires crises de gouvernance que l'Amérique latine ait vécue. L'effondrement de l'économie, la criminalité en hausse et la violente polarisation des opinions politiques pourra probablement être réparée de manière paisible, seulement si son gouvernement populiste accepte de négocier avec une opposition centriste habilitée. (2015, 4 décembre, trad. libre).

Constatations

La couverture des élections législatives vénézuéliennes dans le fil de l'AFP a été analysée entre en 1^{er} décembre 2015, quelques jours avant le vote, et le 6 janvier 2016, au lendemain de l'entrée de l'opposition à l'Assemblée nationale. Au total, 49 dépêches concernant l'actualité politique et sociale vénézuélienne ont été émises pendant cette période.

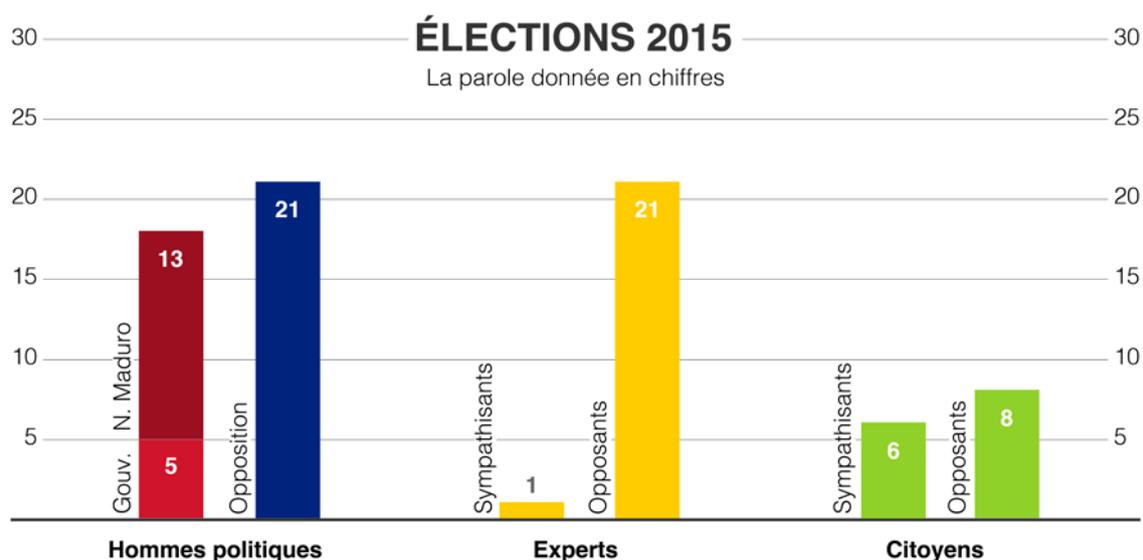
Sans tomber dans la prise à partie comme on a pu le voir dans l'article du *Washington Post*, la couverture de l'AFP tend à montrer Nicolás Maduro sous un mauvais jour et faire l'éloge du succès de la MUD. Avant les résultats électoraux, plusieurs dépêches préviennent du risque que, en cas de victoire de l'opposition, « [...] le président Nicolás Maduro devrait tout faire pour conserver l'intégralité du pouvoir. » (A3, D4 et 29). «[...] habitué à détenir tous les pouvoirs depuis 16 ans, [le PSUV²⁵] pourrait être tenté de ne pas reconnaître une éventuelle victoire de l'opposition, ou de la neutraliser en réduisant les pou-

²⁵ Le Parti Socialiste Unifié du Venezuela.

voirs du Parlement monocaméral », (A3, D3, 26, 28²⁶). Le journaliste et spécialiste de l'Amérique latine, Christophe Ventura, contrebalance cette image dans un article proposé sur le site du CETRI²⁷ :

On a en réalité assisté à un modèle de journée civique et démocratique : 75 % de participation au vote, un contexte de tranquillité totale, une reconnaissance immédiate des résultats de la part de Nicolás Maduro qui a reconnu sa défaite et remercié l'ensemble des Vénézuéliens pour la bonne tenue des élections. (2015, 21 décembre).

Du point de vue de la forme, la victoire majoritaire de la Table d'Unité Démocratique est associée à des mots à connotation positive, tels que « tournant historique » et « victoire historique » (A3, D4, 9, 10²⁸). Le fait que la MUD n'ait pas de réel plan politique (à part celui de détrôner Nicolás Maduro) et qu'il y ait de fortes divisions internes, n'est pas mis en avant. De l'autre côté, le président vénézuélien est présenté comme un « ancien chauffeur de bus » (A3, D8) portant des vestes de « survêtement rouge » (A3, D21). Diosdalo Cabello, le président de l'Assemblée nationale, est quant à lui présenté comme « le numéro deux du régime » (A3, D45 et 49). Nous avons déjà parlé plus haut de la connotation négative du mot « régime ».



²⁶ D31 et 33.

²⁷ Le Centre Tricontinental est un centre d'étude basé à Louvain-la-Neuve en Belgique.

²⁸ D11, 13, 14, 19, 24, 26, 27, 30, 31, 33 et 36.

À la lecture du fil de l'agence de presse française, on observe une fois de plus un décalage entre la parole donnée aux sympathisants du pouvoir et à ses opposants (voir les résultats complets annexe 4). Plus de 65 % des interventions présentées dans les dépêches sont des voix de l'opposition, qu'elles émanent d'hommes politiques, d'experts ou de citoyens. On note une sévère différence particulièrement en ce qui concerne les experts interrogés. En effet, un seul d'entre eux prend le parti du gouvernement (A3, D29). Une quinzaine ont une opinion anti-chaviste et le reste offre une analyse sans émettre une prise de position. C'est d'ailleurs le seul événement étudié qui propose des analyses d'experts sans position flagrante.

Concernant les experts encore, on note qu'il n'y a pas beaucoup de pluralité dans les intervenants proposés. Une demi-douzaine d'entre eux se partagent la parole pendant toute la couverture de l'événement. Dans un tableau qui reprend les experts interrogés plusieurs fois, on observe soit qu'ils sont engagés pour l'opposition, soit proposent un avis neutre.

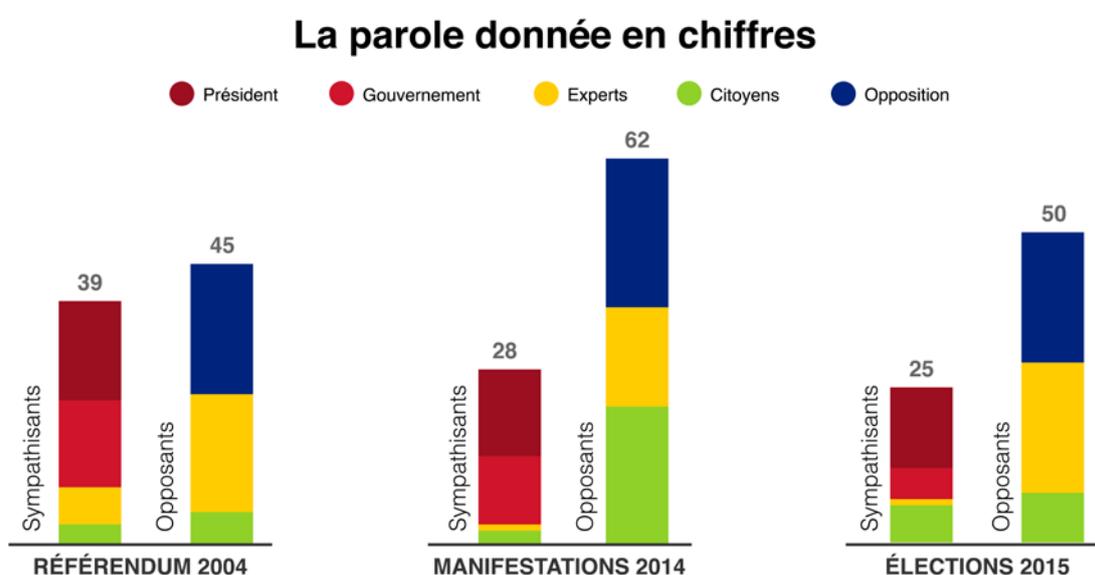
Expert interrogé	Présenté comme	Position par rapport au gouvernement	Parole donnée
Luis Vicente León	Directeur de l'institut de sondage <i>Datanalisis</i>	Opposé	8
Olivier Dabène	Président de l'Opalc ²⁹	Neutre	6
David Smilde	Expert du bureau de Washington sur l'Amérique latine	Neutre	5
Elsa Cardozo	Professeure à l'université Simón Bolívar, Caracas	Opposé	9
Carlos Malamud	Expert de l'institut Real Elcano, Madrid	Neutre	7

Comme souligné dans l'analyse des autres événements, ici aussi, la mise en contexte de la situation est presque nulle. On observe un manque d'information particulièrement important du point de vue des problèmes économiques du pays. La majorité des dépêches mettent l'accent sur la « grave crise économique » que Nicolás Maduro « s'est montré incapable de contrer » (A3, D1) sans donner de détails sur les tenants et aboutissants de la problématique.

²⁹ L'Observatoire Politique de l'Amérique latine et des Caraïbes

4. Bilan

L'analyse des trois événements nous a permis de déceler des tendances récurrentes dans les champs lexicaux utilisés et dans la manière dont sont présentés les deux « pôles » politiques vénézuéliens par l'Agence France-Presse. La prise de position des journalistes de l'Agence est moins marquée que celle qu'on a pu observer dans certains quotidiens occidentaux au début de notre étude. Les points de vue ne se décèlent pas forcément à la lecture ponctuelle de dépêches, mais ils se dessinent clairement lorsqu'on analyse le discours en profondeur.

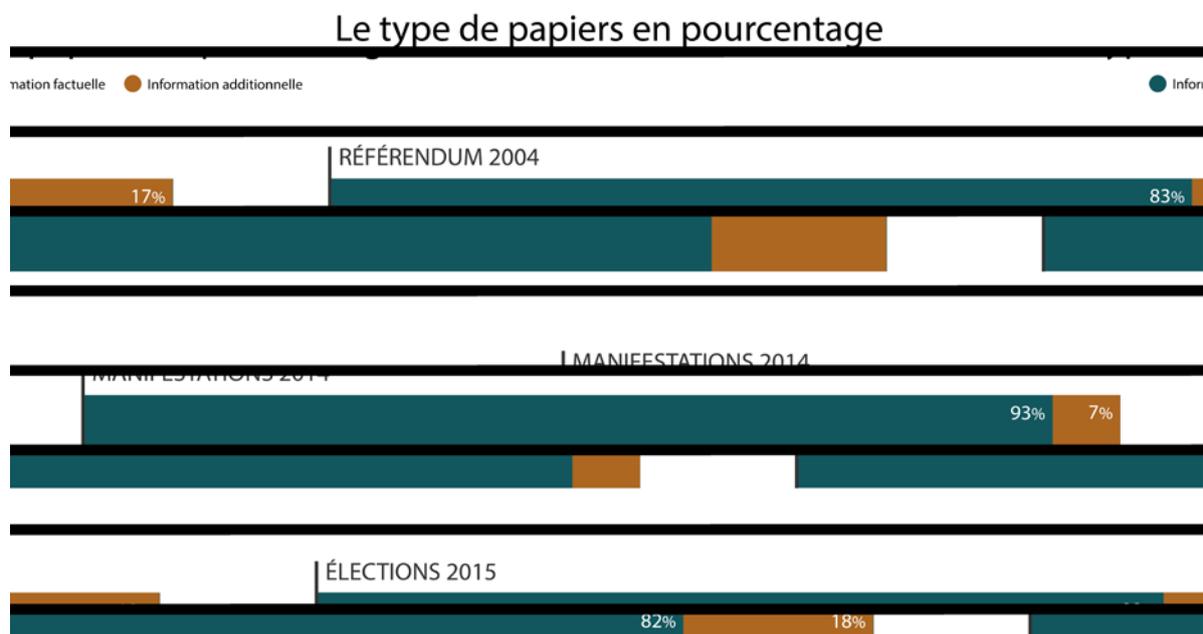


La parole donnée aux intervenants est, de loin, l'observation la plus démonstrative d'une prise à parti des journalistes dans les événements traités. Le graphique ci-dessus compare les résultats obtenus pour chaque cas (voir les résultats complets annexe 4). On remarque que la prise de parole des opposants est toujours largement supérieure à celle de leurs adversaires. Naturellement, beaucoup d'attention est portée aux dires du président vénézuélien, ce qui compense un peu le manque de présence des autres intervenants en faveur du gouvernement (Ramírez, 2007). Mais les chiffres restent significatifs d'un manque d'intérêt pour les points de vue et arguments du « camp » chaviste.

Soulignons les informations qui nous paraissent les plus surprenantes. Dans la couverture des manifestations en 2014, seulement deux citoyens pro-Maduro sont interrogés, contre une vingtaine de partisans de l'opposition. Les manifestations citoyennes étant le sujet

principal de l'événement, il nous paraît inconcevable qu'il y ait une telle inégalité dans la parole donnée. Le schéma se répète pour la couverture des élections législatives. En excluant les interventions du président, on observe que l'opposition reçoit trois fois plus la parole que les représentants du gouvernement. Un déséquilibre inacceptable dans la couverture médiatique d'une période électorale.

Une deuxième observation qui décèle une faiblesse dans le traitement des événements observés est l'absence, presque constante, de mise en contexte et d'analyse de la situation. Le graphique ci-dessous montre la proportion des différents types de papiers dans les trois cas (voir les résultats complets annexe 6). Nous avons séparé les papiers d'information factuelle (général, lever de rideau, weekender, fiche technique, chronologie, encadré et non précisé) des papiers que nous appellerons ici d'« information supplémentaire », qui apportent un décodage, un point de vue ou une analyse de la situation (reportage, angle, analyse, portrait et question-réponse).



On observe que le nombre de dépêches proposant une lecture supplémentaire de l'actualité est dérisoire par rapport aux papiers d'information factuelle pure. On peut partir du constat que le rôle des agences de presse est différent de celui des médias traditionnels, étant donné qu'il y a un intermédiaire entre eux et le public. C'est normalement les journaux qui font le travail de « digestion » et de réécriture de l'information. Le pro-

blème, c'est que ces derniers recopient de plus en plus les dépêches d'agences sans les retravailler et, dès lors, transmettent à leurs lecteurs une vision réduite et simplifiée de l'actualité. « Le discours journalistique ne peut se contenter de rapporter des faits et des dits, son rôle est également d'en expliquer *le pourquoi* et *le comment*, afin d'éclairer le citoyen. » (Charaudeau, 2006, novembre).

En ce qui concerne la forme, nous souhaitons souligner les nombreuses fautes d'orthographe, coquilles, les quelques noms propres mal orthographiés et les erreurs de syntaxes relevées durant toute l'analyse. De manière générale, plusieurs constructions de phrases, reprises en boucle dans les dépêches, entravent à la compréhension et peuvent même amener le lecteur à des fausses conclusions. Par exemple : « CARACAS - Tensions au Venezuela après des manifestations de milliers d'étudiants et de militants de l'opposition qui ont fait trois morts et des dizaines de blessés parmi les manifestants. » (A2, D5). La construction de cette phrase peut laisser penser que les trois morts font partie des manifestants étudiants. En réalité, deux d'entre-eux étaient des jeunes protestataires pro-chavistes (Bassil Dacosta et Juan Montoya).

Conclusion

Nos analyses nous ont permis de confirmer une distorsion dans le traitement médiatique du Venezuela par l'Agence France-Presse. Les indices découverts au niveau lexical et idéologique montrent un déséquilibre journalistique marqué contre le gouvernement bolivarien. Claudio Ramírez, dans son analyse du traitement du pouvoir chaviste par des grands journaux flamands, est arrivé à une conclusion vers laquelle nous tendons aussi.

Un gouvernement qui tente d'offrir une réponse à l'injustice extrême mérite une opportunité honnête de présenter et expliquer ses plans et projets [...] Le gouvernement de Hugo Chávez n'a pas reçu cette opportunité de la part de la presse flamande de qualité. L'étude du corpus, tant de manière globale que dans l'analyse détaillée des articles, démontre la claire existence d'une prédilection vers l'opposition vénézuélienne. L'acceptation et la défense du point de vue opposé n'est généralement pas mise en pratique. (Ramírez, 2007, p. 48, trad. libre).

L'hypothèse que le contenu des dépêches de l'AFP relèverait d'une position politique plus que de l'analyse de faits s'est elle aussi confirmée.

Pour tenter d'offrir une piste de réponse au pourquoi de l'animosité de l'AFP envers le chavisme, référons-nous aux dynamiques évoquées dans la première partie de cette étude. La première partait de l'idée que l'angle de traitement des journalistes est influencé par des forces extérieures à eux, à savoir leur rédaction et la ligne éditoriale qu'elle poursuit. Les journalistes participeraient à la pérennisation d'un modèle de pensée et de croyances fondamentales. Ils partageraient – par toute sorte de motifs – la même vision de la société que les élites et les fortunés propriétaires des groupes de presse. Par cela, ils poseraient un regard accusateur sur les gouvernements qui poursuivent une politique inverse à celle du milieu auquel ils s'identifient.

Le sociologue français Alain Accardo relativise cependant la responsabilité des rédacteurs d'articles dans la transmission d'un modèle de pensée unique. « S'ils se comportent en « conditionneurs » de ceux à qui ils s'adressent, ce n'est pas tant qu'ils ont la volonté expresse de conditionner [leurs lecteurs] que parce qu'ils sont eux-mêmes conditionnés, à un degré que la plupart ne soupçonnent pas. » (2000, mai). Le besoin de reconnaissance,

de conformité et d'identification les pousseraient à absorber les idées de leurs responsables et collègues, qu'ils finiraient par reproduire sans se poser de question.

Ce mécanisme commence à jouer dès l'entrée dans les écoles de journalisme et il se poursuit continûment dans les rédactions. Ainsi les médias sont-ils solidement tenus en main par un réseau à qui il suffit de travailler "comme il sent" pour travailler "comme il doit", c'est-à-dire pour défendre les normes et les valeurs du modèle dominant. (Accardo, 2000, mai).

Un autre postulat présenté au début de ce travail poursuit l'idée que les journalistes prennent position par rapport à l'actualité en fonction de leur environnement personnel. Leur inimitié envers le gouvernement bolivarien viendrait donc de leurs tendances politiques, leur sensibilité ou leurs expériences personnelles, qui les pousseraient à estimer qu'ils détiennent la vérité et qu'il est de leur devoir d'en faire part à leurs lecteurs. Pour développer cette hypothèse de manière détaillée, nous aurions dû sortir du cadre de nos analyses et organiser des entretiens avec des journalistes de l'AFP. Pour comprendre le pourquoi de leur prise de position, il nous aurait fallu entrer dans le champ de l'étude psychanalytique. Nous nous en sommes abstenue par la limite de temps et de taille de cette étude.

Rappelons que ces pistes de réponse ne sont que des suppositions faites suite à l'analyse des résultats. On pourra s'accorder sur le fait qu'à la fois les environnements externes et personnels des auteurs des dépêches observées les ont influencés dans leur manière de cadrer l'actualité vénézuélienne. La couverture de ces événements a offert à la presse francophone une vision tronquée de la réalité, qui prospère depuis lors dans la tête de beaucoup de monde. « En 17 ans de révolution bolivarienne, j'ai observé mille fois la réaction des visiteurs qui prenaient la peine de sortir de l'hôtel, sidérés par l'abîme entre l'image créée par les médias et la réalité qu'ils découvraient. » (Thierry Deronne, 2016, 24 mai).

Sources

A turning point for Venezuela. (2015, 4 décembre). (Anon.). *The Washington Post*. Récupéré le 1^{er} juillet de https://www.washingtonpost.com/opinions/a-turning-point-for-venezuela/2015/12/04/7fdf2af8-99f7-11e5-94f0-9eeaff906ef3_story.html

Accardo, A. (2000, mai). Derrière la subjectivité des journalistes. *Le Monde Diplomatique*. Récupéré le 8 juin 2016 de <http://www.monde-diplomatique.fr/2000/05/ACCARDO/2288>

Bardin, L. (2013). *L'analyse de contenu*. Quadrige Manuels, Reille : Presse Universitaire de France. 304 pages.

Berger, D. et Fautré, S. (Prod. et Réal.). (2004). *Médias contre tambours*. [Documentaire]. France : Libération Films.

Charaudeau, P. (2005). *Les médias et l'information*. L'impossible transparence du discours. Bruxelles : Éditions De Boeck-Ina. Collection Médias Recherches. 250 pages.

Charaudeau, P. (2006, novembre). Discours journalistique et positionnements énonciatifs. Frontières et dérives. *Revue SEMEN 22*. Énonciation et responsabilité dans les médias, Presses Universitaires de Franche-Comté, Besançon. Récupéré le 3 juillet 2016 de <http://www.patrick-charaudeau.com/Discours-journalistique-et.165.html>

Collon, M. (2014, 16 décembre). Amérique Latine : Indignation sélective et propagande médiatique. *Investig'ation*. Récupéré le 7 décembre 2015 de <http://www.investigaction.net/Amerique-Latine-Indignation/>

Delacour, J. (2004, 31 juillet). Spinning “lies, damned lies, and statistics” in Venezuela. *Venezuela Analysis*. Récupéré le 1er juillet 2016 de <http://venezuelanalysis.com/analysis/608>

Deronne, T. (2004, 23 mars). Loin du Venezuela. Les médias et le processus bolivarien. *Risal.info*. Récupéré le 30 avril 2016 de http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=896

Deronne, T. (2014, 22 février). Bréviissime leçon de journalisme pour ceux qui croient encore à l'information. *Venezuela infos*. Récupéré le 2 juillet 2016 de <https://venezuelainfos.wordpress.com/2014/02/22/brevissime-cours-de-journalisme-pour-ceux-qui-croient-encore-a-linformation/>

Deronne, T. (2016, 24 mai). Venezuela, pierre de folie. *Venezuela infos*. Récupéré le 4 juillet 2016 de <https://venezuelainfos.wordpress.com/2016/05/24/venezuela-pierre-de-folie/>

Esquenazi, J.-P. (2002). *L'écriture de l'actualité*. Pour une sociologie du discours médiatique. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble. 183 pages.

Gonzalez, A. et CP-Productions (Prod.), Carles, P. (Réal.). (2015). *Opération Correa – Épisode 1 : les ânes ont soif*. [Documentaire]. France : Les Films des deux rives - Jacques Choukroun.

Hellio, M. (2016, 17 mai). Pourquoi le Venezuela de Maduro est au bord de l'explosion. *L'OBS*. Récupéré le 18 mai 2016 de <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20160517.OBS0652/pourquoi-le-venezuela-de-maduro-est-au-bord-de-l-explosion.html>

Hernández-Mora, S. (2015, 6 mars). Obama, el más querido; Maduro, el más detestado. *El Mundo*. Récupéré le 6 juillet 2016 de <http://www.elmundo.es/internacional/2015/03/06/54f8f0cde2704eca4d8b4579.html>

Impe, A.-M. (2015). *Le journalisme d'éducation permanente*. Bruxelles : IHECS. 40 pages.

Jacob, M. (2015, 22 octobre). Venezuela : la championne de kitesurf, l'opposant devenu héros et le pâle successeur de Chávez. *RTBF*. Récupéré le 20 mai 2016 de https://www.rtf.be/info/article/detail_venezuela-la-championne-de-kite-surf-l-opposant-devenu-heros-et-le-pale-successeur-de-chavez-maryse-jacob?id=9115434

Marthoz, J.-P. (2006). *Et maintenant, le monde en bref*. Les médias et le nouveau désordre mondial. Bruxelles : Éditions Complexe. Collection Les Livres du GRIP. 314 pages.

Migus, R. (2014, 18 février). Coup de projecteur sur les zones d'ombre médiatiques. *Mémoire des luttes*. Récupéré le 28 mai 2016 de <http://www.medelu.org/Coup-de-projecteur-sur-les-zones-d>

Migus, R. (2014, 28 mars). Venezuela : la fabrique de la terreur. *Mémoire des luttes*. Récupéré le 30 juin 2016 de <http://www.medelu.org/Venezuela-la-fabrique-de-la>

Milne, S. (2014, 9 avril). Venezuela shows that protest can be a defence of privilege. *The Guardian*. Récupéré le 2 juillet 2016 de <https://www.theguardian.com/commentisfree/2014/apr/09/venezuela-protest-defence-privilege-maduro-elites>

Moumouni, C. (2003, automne). L'image de l'Afrique dans les médias occidentaux : une explication par le modèle de l'agenda-setting. *Les cahiers du journalisme*. N° 12. Récupéré le 8 décembre 2015 de http://www.cahiersdujournalisme.net/cdj/pdf/12/10_moumouni.pdf

O'Grady, M. A. (2004, 6 août). Chávez's cheatin' heart. *The Wall Street Journal*. Récupéré le 3 juillet 2016 de <http://www.wsj.com/articles/SB109174677993984451>

Piron, D. (2015). *Quel regard sur l'Amérique latine ? Analyse du traitement médiatique français de l'actualité latino-américaine*. Faculté des sciences de l'information et de la communication. Université Stendhal Grenoble 3, France. 70 pages.

Ramírez, C. (2007). *América Latina en la prensa de calidad flamenca: el caso venezolano (1998-2006)*. Faculty of Arts. Katholieke Universiteit Leuven. Belgique. 74 pages.

Reygada, L. (2011, 10 décembre). Le rôle de la presse dans la construction de la représentation du Venezuela. *Le Grand Soir*. Récupéré le 7 décembre 2015 de <http://www.legrandsoir.info/le-role-de-la-presse-dans-la-construction-de-la-representation-du-venezuela.html>

Smith, G. (2006, 29 novembre). A leftist at the helm in Ecuador. *Bloomberg*. Récupéré le 2 juillet 2016 de <http://www.bloomberg.com/news/articles/2006-11-28/a-leftist-at-the-helm-in-ecuadorbusinessweek-business-news-stock-market-and-financial-advice>

Ventura, C. (2015, 25 décembre). Victoire de l'opposition vénézuélienne aux élections : et maintenant ? *CETRI*. Récupéré le 2 juillet 2016 de <http://www.cetri.be/Victoire-de-l-opposition>

Table des matières

Sommaire.....	2
Introduction	3
1. État des lieux	6
1.1. Qu'est-ce qui fait l'actualité ?	6
1.2. L'intérêt de l'observation du Venezuela	7
1.3. Les dynamiques en jeu dans l'angle du traitement journalistique.....	8
2. Démarche de travail	10
2.1. Étude en surface : analyse de contenu.....	10
Graphique : les dépêches de l'AFP en chiffres	10
2.2. Étude en profondeur : analyse de contenu	11
2.3. Présentation du corpus	12
3. Analyses	14
3.1. Le référendum révocatoire contre Hugo Chávez, août 2004.....	14
Rappel des faits	14
Constatations	14
Graphique : le droit de parole en chiffres.....	17
3.2. Les manifestations étudiantes, février 2014.....	18
Rappel des faits	18
Constatations	19
Graphique : le droit de parole en chiffres.....	20
3.3. Les élections législatives, décembre 2015	23
Rappel des faits	23
Constatations	24
Graphique : le droit de parole en chiffres.....	25
4. Bilan	27

Graphique : comparaison des droits de parole	27
Conclusion.....	30
Sources	32

Sommaire des annexes

Explication du code couleur

Annexe 1 : corpus des dépêches sur le référendum révocatoire, août 2004

Annexe 2 : corpus des dépêches sur les manifestations étudiantes, février 2014

Annexe 3 : corpus des dépêches sur les élections législatives, décembre 2015

Annexe 4 : données récupérées sur la parole donnée dans les dépêches

Annexe 5 : données récupérées sur le nombre de dépêches par an

Annexe 6 : données récupérées sur le type de papiers

« Mais je ne comprends pas... Ce n'est pas une dictature ici ! », s'exclame un journaliste du *Washington Post* lorsqu'il atterrit pour la première fois au Venezuela en 2004. Une image défavorable du pays sud-américain habite notre imaginaire collectif depuis l'entrée au pouvoir de Hugo Chávez en 1999. Créée et nourrie par les médias occidentaux, elle est pourtant peu représentative de la réalité. Ce travail propose une analyse de la couverture journalistique du Venezuela par l'Agence France-Presse. À travers l'observation de trois événements, l'auteure tente de déceler si le contenu des dépêches relève plus d'une position politique que de l'analyse de faits.

“No lo entiendo... ¡Esto no es una dictadura!” se exclama un periodista del *Washington Post* cuando aterriza por primera vez en Venezuela en 2004. Desde la llegada al poder de Hugo Chávez en 1999, una imagen desfavorable del país sudamericano flota en nuestro imaginario colectivo; creada i alimentada por los medios occidentales, es sin embargo poco representativa de la realidad. Este trabajo propone un análisis de la cobertura periodística de Venezuela por la Agence France-Presse. A través de la observación de tres eventos, la autora intenta detectar si el contenido de los comunicados se decanta más hacia una posición política que hacia un análisis de los hechos.

“I don't understand... This is not a dictatorship!” says a journalist of *The Washington Post* when he lands in Venezuela for the first time in 2004. A negative image of the South American country has been imprinted in the collective unconscious since Hugo Chávez came to power in 1999. It was created and has been kept alive by western media, and yet it is hardly representative of reality. This piece of work provides an analysis of the media coverage of Venezuela by Agence France-Presse. Through the observation of three events, the author tries to determine if the content of dispatches reflects a political position more than an analysis of facts.

Ich verstehe es nicht - es ist doch keine Diktatur hier - sagte ein Journalist des *Washington Post* als er 2004 das erste mal in Venezuela landete. In unserem Kollektiven Denken herrscht seit Hugo Chávez 1999 an die Macht kam ein negatives Bild des Süd amerikanischen Landes. Geschaffen und unterstützt durch die Medien respresentiert es jedoch die Realität. Diese Arbeit stellt eine durch "Presse-france" ausgeführte Analyse der journalistischen Arbeit Venezuelas dar. Die Analyse bezieht sich auf drei Geschehnisse welche erläutern sollen ob es sich um einen politischen Standpunkt oder eine grundlegende Darstellung der Fakten handelt.